



Communiqué Pour diffusion immédiate

Rassemblement devant le procès populaire des Libéraux à Longueuil

Longueuil, le 27 février 2015. Dans le cadre d'une semaine nationale d'actions contre l'austérité, un procès des libéraux a lieu au Palais de Justice de Longueuil, aujourd'hui à 11h30. Plusieurs ministres du gouvernement Couillard seront cités à comparaître. Le Front commun Montréalien a invité toute la population à se joindre à elle pour assister au tribunal populaire afin de traduire les accusés en justice et de profiter de l'occasion pour envoyer un message clair au gouvernement: ça suffit!

« Le gouvernement coupe en sécurité alimentaire, dans l'aide sociale, l'aide à l'emploi, l'éducation, la santé, le développement local, en environnement, en logement, en culture, dans les services aux personnes ayant des limitations fonctionnelles, en transport, tous les secteurs sont touchés, » rappelle Johanne Nasstrom, porte-parole de la TROCM et membre du Front commun montréalien contre l'austérité. Selon Madame Nasstrom, les coupes tout azimuts, auxquelles s'ajoutent les hausses de tarifs notamment dans les services de gardes et d'hydroélectricité, ont des conséquences désastreuses et inacceptables pour la population.

En Montérégie, nous assistons à une détérioration des conditions de vie de la population et un véritable déclin des services publics offerts. Les montréalais n'en peuvent plus, ils doivent parfois attendre des semaines avant de recevoir les services auxquels ils ont droit. « L'état des listes d'attente en santé et services sociaux le reflète bien : les gens attendent des mois avant d'avoir de l'aide, parfois des années pour un suivi relatif... ». Rappelons que la Montérégie est une région sous financée dans bien des secteurs compte tenu de l'augmentation de la population des dernières années. Et pourtant le gouvernement reste insensible aux besoins de la population en accentuant la détresse en adoptant des politiques, des mesures et des lois qui ne font que fragiliser nos services à la communauté. « Parce qu'on ne peut pas laisser attaquer notre société en restant les bras croisés, c'est sous le thème «Ripostons» que se tient cette action » poursuit Annette Herbeuval, présidente du Conseil central CSN Montérégie et aussi membre du Front commun.

La mission des organismes communautaires est aussi en péril. Plusieurs d'entre eux doivent couper dans leurs activités faute de financement adéquat. « L'éducation populaire, la défense collective des droits, sont bafoués par les politiques d'austérité. », déclare Josée Harnois, coordonnatrice de la TROVEP.

Du côté de l'éducation, c'est le même drame. « Compressions dans le programme d'aide alimentaires pour contrer le décrochage scolaire en milieux défavorisés, dans l'aide aux devoirs, dans les programmes d'incitation à la lecture et celui encourageant la pratique des sports, sont quelques exemples de la dérive libérale en éducation », exprime Gislain Tardif de la CSQ.

À quelques semaines du prochain budget du gouvernement Couillard, le Front commun montréalien contre l'austérité, à l'instar des groupes et organisations de partout au Québec demande au gouvernement d'aller chercher d'autres sources de revenus chez les grandes entreprises et les mieux

nantis au lieu de couper dans le filet social. "La crise des finances publiques est en bonne partie la conséquence de choix politiques", rappelle Josée Harnois.

Le Front commun montérégien ne croit pas en l'honnêteté du discours du ministre Coiteux sur l'équilibre budgétaire. «Le gouvernement fait le choix de ne pas lutter efficacement contre l'évasion fiscale, ni de rétablir la taxe sur le capital des institutions financières, ni de mieux contrôler le coût des médicaments, ni d'augmenter le taux d'imposition des entreprises. Ce sont pourtant des milliards de dollars qui dorment et qui permettraient à l'État de renflouer ses coffres. Le gouvernement doit aller chercher l'argent où il est, et ce dès le prochain budget. C'est urgent » conclut Johanne Nasstrom.

Le groupe invite d'ailleurs la population à mieux se renseigner sur les solutions fiscales mises de l'avant dans le document «10 milliards \$ de solutions : nous avons les moyens de faire autrement» (en ligne : www.nonauxhausses.org/10-milliards).

- Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS)
- Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
- Conseil central de la Montérégie (CSN)
- Fédération de la santé et services sociaux-CSN
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)
- Table régionale des organismes communautaires de la Montérégie (TROCM)
- Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (TROVEP)
- Syndicat des professionnels et professionnelles du gouvernement du Québec (SPGQ)

- 30 -

Source : Johanne Nasstrom 514.717.7361
 Catherine Jetté 450.204.1607 liaisontrocm@videotron.ca